Comme il n'y avoit point encore alors d'Avocats-Généraux en Office, le jeune Procureur-Général a pris lui-même des conclusions contre cet Arrêt du Parlement de Rouen, qu'il caractérise de Libelle & comme indûment attribué à ce Corps de Magistrature : Ses conclusions s'étendent en même-tems sur quatre autres Ecrits, au nombre desquels se trouvent les Remontrances de la Cour des Aides de Paris du 18. Février dernier. Il s'éleve avec une juste indignation dans son réquisitoire contre ceux qui osent douter que les François ne sont pas dans l'âge d'or après lequel soupiroient leurs ancêtres.

Si ce jeune Procureur-Général, très-exercé dans la bonne pratique, veut bien feindre dans son réquisitoire de douter si l'Arrêt du 15. Avril, brûlé le 25. du même mois, est l'ouvrage du Parlement de Rouen, puisqu'il l'entache de Libelle, un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 26. même mois d'Avril, leve bien ce doute; en voici le prononcé.

Le Roi étant en son Conseil a cassé & annullé; casse & annulle les deux Arrêts rendus par sa Cour de Parlement de Rouen, l'un le 22. Mars dernier & l'autre le 15. du présent mois (d'Avril) comme incompetemment rendus, & contenant des dispositions injustes, téméraires, contraires au respect dû à Sa Majesté, capables d'émouvoir les esprits & attentatoires à son autorité: comme aussi tout ce qui auroit suivi ou pourroit suivre. Fait défenses à sondit Parlement d'en rendre de pareils à l'avenir sous peine de désobéissance, & à tous ses Sujets d'y obtempérer sous la même peine : Ordonne que le présent Arrêt sera imprimé, publié & affiché dans sa Ville de Rouen, & dans les Villes où sont établis les Con-
seils